e si l'objectif est réelle-
réaliser des coupes, ou si le
ait pas plutôt de forcer les

Services du Premier ministre 0,87

Source : Ministère de l'Économie

Infographie LE FIGARO

publiques (RGPP) sous Nicolas Sarkozy, la modernisation de l'action publique (MAP) sous François Hollande ou encore la réforme de

*au plus haut niveau, celui du président. Je n'ai pas l'impression que c'est le cas aujourd'hui*», regrette une députée Les Républicains. ■

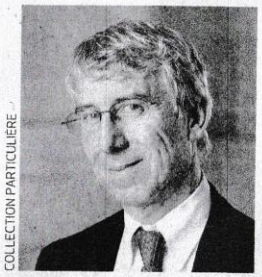
française fin 2022

# ROIS PROPOSITIONS CHOCS D'ÉCONOMISTES POUR VRAIMENT RÉDUIRE LA DÉPENSE PUBLIQUE

## NICOLAS BOUZOU : FIN DU STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE

« *Si l'on veut vraiment baisser la dépense publique, cela ne peut passer que* fonds changements normatifs », affirme Nicolas ssayiste et directeur du cabinet Asterès. Derrière ession politiquement correcte, se cache une : il faut supprimer le statut de la fonction publique. s tous les ministères, tempère Nicolas Bouzou, *mais* ettrait dans beaucoup d'entre eux de redonner des manœuvre sur la masse salariale. » L'économiste, lyse est marquée par le fait qu'il vient « *du monde* e », juge que le statut de la fonction publique a fait . « *Il a été créé à une époque où il faisait sens, mais* ui il paralyse les administrations qui ne peuvent nt pas économiser sur les ressources humaines. » econnaît que supprimer le statut de fonctionnaire s être une solution instantanée. Ce projet du temps, des années, et demanderait d'engager olitique considérable dans la bataille. Il reconnaît , paradoxalement, son projet coûterait très cher me. « *Il faudrait investir massivement dans* que, la dématérialisation, puis hypothétiquement , pour payer les plans de départs rendus possibles inistères et les administrations ppression », décrit-il.

J. R. P.

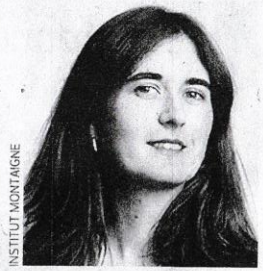


COLLECTION PARTICULIÈRE

## FRANÇOIS ECALLE : METTRE LA PRESSION SUR LES COLLECTIVITÉS

Pour François Ecalle, fondateur de Fipeco et expert des finances publiques, la clé des économies se trouve dans les collectivités territoriales. « *C'est un peu paradoxal car l'État n'a pas directement la main sur leurs dépenses, mais il peut leur mettre une forte pression financière pour les pousser à se restructurer* ». Le budget des collectivités locales provient en grande partie des dotations allouées par l'État. Comme beaucoup d'observateurs, il critique le « *millefeuille territorial qui crée énormément de doublons de postes d'un échelon à l'autre* ». Il plaide pour un allègement radical des administrations territoriales. François Ecalle pense par exemple qu'il y a « *trop de maillons dans cette chaîne, et les départements sont le maillon faible* ». Pour faire des économies d'échelle, il se prend aussi à rêver d'une France où les intercommunalités fonctionneraient, « *comme Paris, Lyon ou Marseille* ». « *Les mairies des communes joueraient le même rôle que les mairies d'arrondissements – c'est-à-dire un rôle de représentation – pendant que les intercommunalités concentreraient tous les véritables pouvoirs politiques* ». Bien sûr, « *cela suppose toute une nouvelle organisation démocratique* », reconnaît l'expert.

J. R. P.



INSTITUT MONTAIGNE

## LISA THOMAS-DARBOIS : ASSUMER DES COUPES DANS LES AIDES PUBLIQUES

Lisa Thomas-Darbois, responsable du pôle économie de l'Institut Montaigne et ex-conseillère au ministère du Budget, plaide pour une « *relation dépassionnée aux politiques publiques* ». Pour réduire les dépenses, il faudrait « *analyser sans dogmatisme ce que coûte telle ou telle aide aux ménages ou aux entreprises et ce qu'elle rapporte à la société* », estime-t-elle. Suite à ce travail de remise à plat, un président de la République « *courageux* » – car une telle réforme ne pourrait être portée qu'au plus haut niveau de l'État – pourrait expliquer aux Français que « *les aides inefficaces doivent être supprimées ou reciblées uniquement sur les publics pour lesquels elles sont vraiment utiles* ». L'économiste déplore que la plupart des mesures voient aujourd'hui leurs coûts gonflés par « *des effets d'aubaine et des effets de bord massifs qui représentent parfois jusqu'à 80 %* ». Et ce, en raison d'un déficit d'analyse préalable. Par exemple, la réduction de 5 euros des APL était un « *coup de rabot inefficace* » et a eu des effets politiques délétères, alors que, selon elle, on pourrait économiser sur cette aide coûteuse en la supprimant pour les bénéficiaires « *qui n'en ont pas vraiment besoin* ». « *Le problème*, regrette-t-elle, *c'est qu'en France on considère la moindre aide comme un acquis.* »

J. R. P.



L'automobile et la banque recèlent de belles opportunités pour les investisseurs à la recherche de titres à bon prix.

IMMOBILIER Hausse des impôts locaux, flambée des prix de l'éner-

2 Comme sa rente

@ValValstein